



« Le Monde des livres » Spécial rentrée littéraire

► 659 romans, dont 87 « première fois » ► Enquête sur la stratégie des éditeurs ► La voix vibrante de Marie NDiaye ► Alain Finkielkraut, lecteur de cœur et d'esprit

Vendredi 28 août 2009 - 65^e année - N°20090 - 1,40 € - France métropolitaine - www.lemonde.fr

Fondateur : Hubert Beuve-Méry - Directeur : Eric Fottorino

Nicolas Sarkozy remet la pression sur le régime iranien

Diplomatie Devant la conférence des ambassadeurs, le chef de l'Etat estime que le pouvoir iranien n'a pas répondu à la main tendue par Barack Obama et que la communauté internationale doit se montrer très ferme. **P. 6 et l'éditorial page 2**

Les confessions qui ont révélé le scandale UBS

Fraude De 2001 à 2007, des représentants de la banque suisse aux Etats-Unis ont persuadé des milliers de clients de dissimuler leur fortune. L'un d'entre eux a fini par raconter au fisc américain les dessous d'un incroyable système. **P. 15**

Michel Rocard, un retraité qui veut « se rendre utile »

Portrait Fonte des glaces aux pôles, taxe carbone, grand emprunt... Depuis qu'il a quitté le Parlement européen, l'ex-premier ministre socialiste a été chargé de plusieurs missions par Nicolas Sarkozy. Et il n'a que faire des critiques du PS. **P. 17**

Martine Aubry dévoile son ambition pour le PS

■ Exclusif : la numéro un socialiste présente les défis de la gauche pour 2012
■ Des « primaires ouvertes » et le non-cumul des mandats, outils du changement

C'est sur les idées et les valeurs que Martine Aubry entend réengager le débat au sein du Parti socialiste et avec la gauche, à l'occasion de l'université d'été de son parti, à La Rochelle, qui commence vendredi 28 août. Dans la tribune confiée au Monde, la première secrétaire du PS dénonce « l'impasse du néolibéralisme », qui a conduit, depuis deux décennies, à « une société en panne de valeurs, de cohérence et de promesses », et à une inquiétante « panne de civilisation ».

A ses yeux, la responsabilité de la gauche est de définir un « nouveau modèle de

développement » fondé sur la « dignité » et l'« humanité ». La réponse globale à ce défi, qui sera pour M^{me} Aubry au cœur du débat présidentiel de 2012, suppose que la gauche « assume en même temps l'exigence sociale (bien vivre) avec l'urgence environnementale (survivre) ». C'est sur cette base qu'elle entend développer ses premières propositions lors de son discours de clôture à La Rochelle, dimanche.

Dès vendredi, elle aura ouvert le débat immédiat sur la nécessaire « refondation » du PS. Pour la première secrétaire, il est indispensable d'en « changer profondément les pratiques et les règles, notamment sur le non-cumul des mandats et sur l'organisation de primaires ouvertes pour la désignation de notre candidat ».

Rappelant qu'elle avait proposé le principe de telles « primaires » lors du congrès de Reims, en novembre 2008, elle devrait donc répondre, précisément, à tous ceux qui, au PS ou ailleurs, la soupçonnent d'y être réticente. A ses yeux, cependant, la procédure de désignation du candidat n'est qu'un chapitre de la « profonde » rénovation qu'elle veut engager. ■

Lire page 16 et nos informations page 9

Michel Camdessus, « tsar des rémunérations » : « Ma feuille de route dépendra du G20 »

■ Entretien avec l'ancien patron du FMI, chargé de surveiller les bonus bancaires

Entretien

Michel Camdessus, directeur général du Fonds monétaire international de 1987 à 2000, a été désigné mardi 25 août par Nicolas Sarkozy comme l'un des artisans de la lutte contre les bonus excessifs.

Ce haut fonctionnaire de 76 ans explique les enjeux de sa mission, inspirée de celle confiée par Barack Obama à Kenneth Feinberg, nommé aux Etats-Unis « tsar des rémunérations ».

Vous venez d'être nommé « tsar des

rémunérations ». En quoi consiste votre travail ?

Disons simplement que je suis chargé de vérifier l'application des principes énoncés par le président et de contrôler les rémunérations des cent traders les mieux payés au sein des banques qui ont reçu un soutien de l'Etat.

Pour cela je m'appuierai sur l'expertise de la Commission bancaire et sur les services du Trésor et du ministère des finances. Je formulerai des recommandations et pourrai, le cas échéant, saisir la Commission bancaire, le conseil d'administration

ou l'assemblée générale de la banque. **Votre mission vise-t-elle à assurer plus d'efficacité économique ou y a-t-il un enjeu moral ?**

Les deux. Nous savons tous qu'il y a en France un malaise au sujet des rémunérations bancaires, et particulièrement des bonus. Il faut le dissiper au plus tôt. La France a besoin d'institutions financières fortes, respectées et vues par l'opinion comme étant au service du pays et de ses valeurs.

Propos recueillis par Claire Gatinois

► Lire la suite page 12

Grippe A : le premier plan de vaccination du gouvernement

Alors que le nombre de cas de grippe A(H1N1) en France était estimé à 4500 par l'Institut de veille sanitaire au 25 août, les ministres de l'intérieur, Brice Hortefeux, et de la santé, Roselyne Bachelot, ont précisé la planification logistique de la campagne de vaccination qui sera mise en œuvre à l'automne. Cette vaccination sera proposée gratuitement pendant quatre mois dans des centres créés à cet effet dans chaque département. Le coût sera pris en charge par l'assurance-maladie – qui émettra des bons de vaccination – et par l'Etat.

Dans une circulaire, en date du 21 août, adressée aux préfets des zones de défense et aux préfets de région et de département, les deux ministres détaillent l'organisation d'un dispositif de « réponse sanitaire évolutive exceptionnelle », qui pourra être activé « à compter du 28 septembre ». La circulaire-cadre n'aborde pas la question de la hiérarchie des populations auxquelles la vaccination sera offerte en priorité. Ce point sera précisé courant septembre par un arbitrage gouvernemental, après avis du Haut Conseil de la santé publique.

Dans la circulaire, Roselyne Bachelot et Brice Hortefeux indiquent que, dans le cadre de cette campagne de vaccination, « qui n'a pas vocation à se renouveler l'an prochain », le gouvernement a « commandé des doses de vaccins, afin d'être en mesure de proposer, si cela s'avérait nécessaire, à l'ensemble de la population une couverture vaccinale contre le nouveau virus ». Pour les deux ministres, « trois contraintes majeures » pèsent sur cette campagne : « La nécessité d'une traçabilité individuelle systématique liée aux exigences de la pharmacovigilance ; la nécessité de définir un ordre de vaccination pour des populations prioritaires, compte tenu des délais de livraison ; les volumes de données à traiter et les limites des systèmes d'information disponibles. »

Paul Benkimoun

► Lire la suite page 4

L'œuvre en péril d'Annie Leibovitz, la photographe des stars

■ Un créancier lui demande de rembourser 24 millions de dollars

Le 8 septembre, la célèbre photographe américaine Annie Leibovitz sera peut-être déclarée en faillite. Ce jour-là, la Cour suprême de l'Etat de New York risque d'ordonner la vente de ses biens pour rembourser les 24 millions de dollars que lui réclame le fonds Art Capital Group (ACG).

Comment en est-elle arrivée là ? Pour photographier les vedettes de la musique, du cinéma ou de la politique, Annie Leibovitz ne reculait devant aucune dépense : elle imaginait des mises en scène grandioses (Kirsten Dunst en Marie-Antoinette à Versailles, Kate Winslet dans une piscine construite pour l'occasion) sans se préoccuper des détails finan-



ciers. Ses photos, publiées dans les plus grands magazines américains, comme *Vanity Fair* ou *Vogue*, valaient des fortunes, mais l'artiste new-yorkaise, âgée de 59 ans, a mené un train de vie aussi onéreux que généreux.

Tandis qu'Annie Leibovitz affirme qu'elle n'a pas gagé son œuvre, le fonds ACG estime au contraire qu'elle a « très bien compris les termes de l'accord ». Il se murmure que la Fondation Getty ou la banque Goldman Sachs pourraient venir à la rescousse de la photographe. Réponse le 8 septembre. ■

Lire page 19

TOBIAS SCHWARZ/REUTERS

Election inédite au Gabon après le règne d'Omar Bongo

Pour la première fois de leur histoire, les électeurs gabonais devraient pouvoir désigner, dimanche 30 août, le président de la République de leur choix. Moins de trois mois après la mort d'Omar Bongo, qui régna sans partage pendant quarante-deux ans avec la bénédiction de la France, les 800 000 électeurs de ce petit pays pétrolier iront aux urnes pour choisir son successeur parmi pas moins de 23 candidats, dont 3 femmes.

Habités à une série de plébiscites orchestrés par le pouvoir, parfois au prix d'une fraude manifeste, ils avaient fini par désertier les scrutins.

Philippe Bernard

► Lire la suite page 5

HENRY BAUCHAU

Les années difficiles

JOURNAL 1972-1983

Par l'auteur du Boulevard périphérique Livre Inter 2008

ACTES SUD

Demain dans Le Monde

« Le Monde 2 » Katrina blues : où en est La Nouvelle-Orléans quatre ans après l'ouragan ?

Sciences Des virus dans l'ADN Controverse Le malaise de la justice vu de l'intérieur

Et vous, quelles sont vos valeurs ? Rendez-vous en page centrale.

HSBC
Votre banque, partout dans le monde

Agathe Duparc
Genève, correspondance

Je m'appelle Tarantula. Ce n'est pas mon vrai nom, mais l'information que je vais vous livrer va mettre en danger ma vie et mettre fin au secret bancaire suisse. » Quand, en août 2007, le bureau du *Financial Times* à Zurich reçoit ce mystérieux coup de téléphone, personne ou presque n'a jamais entendu parler de Bradley Birkenfeld, l'homme par qui le scandale UBS est arrivé.

Cette « gorge profonde », un ancien banquier d'UBS, semble alors animée d'un fort désir de vengeance contre son ancien employeur. Après cinq ans passés à Genève au sein de la division gestion de fortunes pour la zone Amériques, il dit avoir des révélations fracassantes à faire. Quelques mois plus tard, il les fera à la justice américaine. Il raconte alors par le menu une étonnante histoire : celle d'une brigade de banquiers privés basée en Suisse, dont il faisait partie, et qui, de 2001 à 2007, a écumé les Etats-Unis avec des méthodes d'espions pour attirer les fonds non déclarés au fisc de milliers de riches américains.

La fraude porte sur des milliers de comptes secrets ouverts au nom de sociétés offshore, trusts et fondations, pour un montant de 20 milliards de dollars (14 milliards d'euros). En violation des engagements pris : en 2001, UBS, comme d'autres établissements suisses, a signé un accord avec les Etats-Unis – le Qualified Intermediary (QI) – l'engageant à fournir l'identité de ses clients américains au fisc de leur pays. Officiellement, la banque n'a pas le droit de prospecter sur le territoire américain à partir de la Suisse.

Pour entrer sur le territoire américain, certains se font passer pour des touristes. Dans leurs mallettes, ils ont des notes cryptées

Bradley Birkenfeld va enchaîner les dépositions devant l'Internal Revenue Service (IRS, fisc américain). Il est aussi auditionné par la sous-commission d'enquête permanente du Sénat. Documents et expérience à l'appui, il décrit l'incroyable cuisine des banquiers d'UBS. Une collaboration qui ne l'a pas empêché d'être condamné, vendredi 21 août, à trois ans et quatre mois de prison ferme par le tribunal fédéral de Fort Lauderdale, en Floride, pour avoir aidé un milliardaire américain, Igor Olenicoff, à dissimuler 200 millions de dollars.

« Il y avait environ 25 personnes à Genève, 50 à Zurich et de 5 à 10 à Lugano (...). C'était une machine puissante. Je n'ai jamais vu une banque aussi importante faire de tels efforts pour cibler le marché américain », confie Birkenfeld, le 11 octobre 2007, aux auditeurs de la sous-commission d'enquête permanente du Sénat.

Quatre à six fois par an, les banquiers, raconte-t-il, se rendent dans les plus grandes villes américaines pour y rencontrer leurs riches clients et en attirer de nouveaux. Le département de la sécurité intérieure (Homeland Security) a répertorié 500 voyages effectués de 2001 à 2008 par une vingtaine de banquiers.

Au cours de ces visites, qui durent une à deux semaines, le rythme est effréné. « Nous devons assister aux événements sportifs. Nous devons aller dans des salons automobiles ou des dégustations de vin... L'idée était d'aller là où flânaient les gens riches, et de leur parler », confie Bradley Birkenfeld. Pas difficile durant un cocktail de tendre sa carte de visite : « Les gens voyaient immédiatement en vous quelqu'un pouvant ouvrir de nouvelles perspectives et des comptes en banque. »

La foire de Bâle à Miami (Art Basel Miami), en partie sponsorisée par UBS, est à l'époque une place de choix pour rencontrer de riches Américains. Mais il y a aussi les tournois de golf ou de voile, les concerts de musique classique. Pour les Américains fortunés, l'avantage de confier leurs millions à un banquier suisse est toujours le même : « *Evasion fiscale... Les gens ont aussi toujours aimé l'idée qu'ils pouvaient cacher quelque chose à leur épouse, ou peut-être à leur partenaire en business.* » « *Durant toute ma carrière, je n'ai jamais vu quiconque déclarer un seul de ces comptes suisses.* », témoigne Birkenfeld.

Les banquiers d'UBS, entourés d'un

Le gang des banquiers d'UBS



Bradley Birkenfeld, l'Américain par qui le scandale de la banque suisse a éclaté. PAT CARTER/AP

réseau d'avocats et de comptables, proposent d'ingénieux montages. L'identité des contribuables américains est cachée via des sociétés écrans. Bradley Birkenfeld travaillait main dans la main avec Mario Stagg, un avocat fiscaliste employé dans un trust au Liechtenstein. Le milliardaire Igor Olenicoff, qui avait ouvert des comptes en Suisse, en Angleterre et aux Bahamas, s'abritait entre autres, derrière des

sociétés écrans au Liechtenstein et au Danemark, comme le détaille l'acte d'accusation de Birkenfeld.

Les banquiers prodiguent également des conseils à leurs clients : déposer de l'argent liquide dans des coffres en Suisse, ou encore acquérir avec les fonds non déclarés des bijoux, ou des œuvres d'art. Pour l'un d'entre eux, Bradley Birkenfeld raconte avoir acheté des diamants, ensuite

emportés aux Etats-Unis dans un tube de dentifrice. La règle d'or est la discrétion. Pour entrer sur le territoire américain, certains gestionnaires de fortunes se font passer pour des touristes ou des amis. Dans leurs mallettes, ils ont des notes cryptées contenant des informations bancaires, des documents écrits à la main avec des noms de code. Leurs ordinateurs sont équipés pour recevoir des informations

ultraconfidentielles. « *Même si les douaniers américains les avaient ouverts, ils n'auraient rien vu* », ajoute Birkenfeld.

Tout cela est destiné aux clients auxquels on déconseille de recevoir leurs relevés de compte par la poste ou de communiquer par courriel ou par téléphone. Et quand les riches Américains se déplacent en Suisse, en moyenne tous les six mois, les documents qu'ils consultent sont ensuite passés à la broyeuse.

Bradley Birkenfeld n'hésite pas non plus à charger ses supérieurs. Selon lui, Martin Liechti, alors chef de la division gestion de fortunes pour le continent américain, fixait à ses troupes des objectifs toujours plus élevés pour attirer de riches Américains fraudeurs du fisc. En avril 2008, il a été brièvement interpellé à New York, son ordinateur portable saisi. Les enquêteurs y ont trouvé d'intéressants documents. Comme ce courriel de bonne année envoyé en 2007 : « *Nous sommes passés en 2004 d'un montant de 4 millions [de dollars] de fonds sous gestion par conseiller en clientèle à un montant de 17 millions en 2006. Nous devons continuer à avoir de l'ambition et aller jusqu'à 60 millions ! (...) Ensemble, en équipe, je suis convaincu que nous allons réussir.* »

Rien ne prédestinait Bradley Birkenfeld à déclencher un tel scandale. La carrière de cet homme issu de la bonne bourgeoisie du Massachusetts a d'abord démarré en fanfare. En 2001, après avoir travaillé durant cinq ans à Genève pour le Crédit suisse et la Barclays, il est engagé par UBS. Dans ses bagages, il amène le fameux milliardaire Igor Olenicoff. Une lettre de recommandation de travail atteste alors de son caractère « *très communicatif* » et de son « *esprit positif* ».

Mais, dès 2004, le vent tourne : on lui reproche son manque de performance. Le ton monte. L'Américain tombe alors incidemment sur une directive d'UBS indiquant que la prospection de nouveaux comptes aux Etats-Unis est interdite. Tout le contraire de son job ! Le banquier, qui se rêve soudain dans la peau d'un *whistle-blower* (« dénonciateur d'irrégularités ») aurait signalé la chose à sa hiérarchie, comme il l'a raconté aux enquêteurs. Sans succès. Fin 2005, furieux et amer, il claque la porte d'UBS, avec une indemnité de 500 000 francs suisses (329 000 euros), emportant également des documents, courriers et courriels compromettants.

Il aurait sans doute poursuivi ailleurs sa carrière de gestionnaire de fortunes, si son client Igor Olenicoff n'avait pas été confondu par le fisc puis jugé en avril 2007. Bradley Birkenfeld apprend alors qu'il a été dénoncé, et décide de se mettre à table.

Pour le moment, il est le seul banquier d'UBS à avoir été condamné. Le 19 août, après la signature d'un accord extrajudiciaire entre Washington et Berne, la banque a échappé de justesse à un retentissant procès, le grand débat public a donc été évité. UBS devra transmettre d'ici un an les données de 4 450 comptes bancaires non déclarés, alors que la demande du fisc portait au départ sur 52 000 comptes.

Mais presque chaque semaine de nouveaux détails sur le scandale UBS remontent à la surface aux Etats-Unis. D'anciens clients américains de la banque commentent à sortir du bois. Cent cinquante ont déjà été inculpés sur la base de données transmises en février par la Suisse. Quatre d'entre eux ont plaidé coupable. Leurs dépositions sont consultables sur le site du tribunal du district sud de Floride.

Fin juillet, Jeffrey Chernick, un industriel du jouet qui a dissimulé 8 millions de dollars, lançait un pavé dans la mare. Il racontait comment son banquier suisse, employé d'abord par UBS puis par un petit établissement zurichois, et son avocat lui rendaient visite « *habillés en touristes pour ne pas être repérés* ». M. Chernick dit que, un an plus tôt, alors que l'affaire UBS éclatait, il a voulu se signaler au fisc. Ses conseillers l'en auraient dissuadé. Le banquier lui aurait proposé un service : un de ses contacts haut placés à Berne pouvait vérifier si son dossier faisait partie de ceux qui intéressaient Washington. Cette prestation aurait été payée 45 000 dollars. Une enquête a été ouverte en Suisse. ■

Sur [Lemonde.fr](http://www.lemonde.fr)

Vous pouvez consulter les déclarations de Bradley Birkenfeld aux adresses suivantes :
http://hsgac.senate.gov/public/_files/071708PSIReport.pdf
<http://gswlaw.com/irsblog/2009/03/04/united-states-of-america-v-ubs-ag-declaration-of-daniel-reeves>